

Albert VAN HOUTTE

Voorzitter van het Belgisch Nationaal Comité van de F. A. O.

12448

Instituut voor Zeewetenschappelijk onderzoek
Institute for Marine Scientific Research
Prinses Elisabethlaan 69
8401 Bredene - België - Tel. 031 37 15

De F. A. O.

vanaf haar ontstaan
tot aan de V^{de} Jaarlijkse Conferentie



Vlaams Instituut voor de Zee
Flanders Marine Institute

Overdruk uit het « Landbouwtijdschrift »

3^e jaargang — N^o 6 — Juni 1950

Don de la

Eigendom van het
Wesiviciams Ekonomisch Studiebureau
Brugge Reeks / Boek

3931

Albert VAN HOUTTE

Président du Comité National belge de la F. A. O.

La F. A. O.
depuis ses débuts
jusqu'à la V^{me} Conférence Annuelle

Extrait de la « Revue de l'Agriculture »

3^{me} année — N° 6 — Juin 1950

La F. A. O.

depuis ses débuts

jusqu'à la V^{me} Conférence Annuelle

par

Albert VAN HOUTTE

Président
du Comité National belge de la
F. A. O.

L'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture a tenu en novembre-décembre 1949, à Washington, sa 5^e conférence annuelle. Ce premier lustre conclut, si l'on peut dire, ses années difficiles d'enfance, de croissance et d'adaptation.

La F. A. O., constituée à Québec, fin 1945, est la première en date des organisations spécialisées des Nations-Unies. Elle est aussi celle qui compte le plus de gouvernements-membres : 63 exactement.

Buts de la F. A. O.

Les buts humanitaires et éminemment sociaux de la F. A. O. sont décrits dans le préambule de sa Constitution qui fut, à l'origine, signée par 34 gouvernements :

« élever le niveau de nutrition et les conditions de vie des populations;

» améliorer le rendement de la production et l'efficacité de la répartition de tous les produits alimentaires et agricoles;

» améliorer les conditions des populations rurales;

» et contribuer ainsi à l'expansion de l'économie mondiale. »

La F. A. O. s'adresse ainsi aux peuples du monde entier, comme consommateurs de produits alimentaires; aux transformateurs et distributeurs de ces produits; enfin aux producteurs qui eux représentent 70 % de la population mondiale.

Origine de la F. A. O. — le « mariage » de l'agriculture et de l'alimentation.

Nous devons la création de la F. A. O. à l'initiative personnelle du Président F. D. Roosevelt, qui en pleine guerre (1943) convoqua la Conférence préparatoire de Hotsprings. Homme d'Etat aux vues très larges, il réalisait que les conditions d'une paix durable résidaient dans la solution du problème de la faim et la généralisation du bien-être.

L'expérience acquise dans les domaines de la nutrition et de l'agriculture dans l'entre deux guerres constitue le point de départ de la F. A. O. La Commission de l'Hygiène de la Société des Nations était arrivée à des conclusions scientifiques inquiétantes sur l'état de malnutrition des populations, même de celles des pays les plus développés. L'action de cette Commission avait été à l'origine de la création de services de nutrition et de l'élaboration d'enquêtes alimentaires dans beaucoup de pays.

De son côté l'Institut International d'Agriculture (I. I. A.), créé à Rome en 1905, avait apporté une contribution remarquable à une meilleure connaissance de la situation technique, économique et juridique de l'agriculture mondiale par un ensemble imposant de publications, dont les principales étaient ses annuaires de statistiques et de législation agricole, sa Revue de l'Agriculture, ses Bulletins de la protection des plantes, ses monographies de produits agricoles, ses études sur la comptabilité agricole, le crédit, les assurances, etc...

L'originalité de la F. A. O. est d'avoir rapproché ces deux domaines et d'avoir déclaré que les intérêts de l'Agriculture et de l'Alimentation sont solidaires. En effet, les besoins de la consommation sont tels qu'ils ne peuvent être satisfaits que par un accroissement considérable et une diversification de la production agricole. De la satisfaction des besoins minima — scientifiquement établis — des consommateurs, devrait naître un bien-être accru de l'agriculture.

Les besoins de l'alimentation sont tels que d'aucuns — principalement les milieux anglo-saxons — désespèrent que l'agriculture puisse jamais y pourvoir. Ces mêmes milieux reprennent les théories de Malthus avec des arguments impressionnants. Ils montrent que la famine régnait sur des régions étendues — même en Europe — avant la guerre; que depuis 1938 la population mondiale s'est encore accrue de 15 %; qu'il faudra des années pour retrouver le niveau de production d'avant-guerre; que l'on ne peut plus, comme au siècle passé, mettre des territoires immenses en culture; enfin qu'il faudrait qu'au taux d'accroissement actuel de la population, la production agricole soit doublée avant 1960 pour assurer le strict minimum alimentaire aux populations. Tous ces arguments donnent à réfléchir. Mais les défenseurs des thèses malthusiennes ne disent pas que les catastrophes prédites par Malthus, il y a 150 ans, ne se sont jamais réalisées. Au contraire, dans beaucoup de pays, le niveau de vie s'est sensiblement amélioré pour toutes les classes de la population. Par ailleurs, les progrès techniques de la science agricole sont tels depuis trois quarts de siècle qu'ils compensent largement le manque d'extension des terres cultivables. N'a-t-on pas vu que, dans un pays comme la Belgique, la technique et la science sont parvenues à doubler les rendements en 50 ans?

Cependant, si nous rejetons les conclusions des pessimistes, nous constatons néanmoins qu'un problème très sérieux existe, justifiant à lui seul l'existence sur le plan international, d'une organisation qui essaye-

rait de trouver une solution raisonnée pour le problème de la faim et d'amorcer une action concertée par tous les intéressés : les gouvernements, les producteurs et les consommateurs.

Le problème qui se pose dans l'immédiat est, d'une part, celui de mettre fin au gaspillage des ressources existantes, notamment, d'arrêter l'érosion et l'épuisement du sol, de préserver les forêts et, d'autre part, celui d'intensifier la production agricole. Ceci est certes le problème crucial de notre époque. Pour le résoudre, il faut protéger les ressources naturelles par des mesures législatives, il faut vulgariser la science agricole, il faut assurer la rentabilité de l'agriculture et enfin trouver une solution aux difficultés et obstacles aux échanges internationaux.

Mais il est particulièrement ardu de trouver une solution qui, tout en constituant un progrès à longue échéance, pour l'ensemble des nations, ne soit pas dommageable pour certaines dans l'immédiat, pour celles notamment qui sont momentanément privilégiées par un état de développement ou un niveau intellectuel avancé, par une balance économique générale favorable, par un pouvoir d'achat intérieur et extérieur élevé, ou encore par d'autres facteurs fondamentaux. Nous voyons déjà combien il est difficile d'harmoniser et d'intégrer l'économie d'un groupe très restreint de pays, dont la structure présente tant de caractères communs ou complémentaires, combien plus grandes sont les difficultés sur un plan plus large!

La structure de la F. A. O.

La F. A. O., comme les autres organisations des Nations-Unies, est une organisation inter-gouvernementale à caractère consultatif : elle n'a donc pas de pouvoir exécutif. Mais d'après son acte constitutif, la F. A. O. vise « l'action particulière et collective » sur le plan gouvernemental et doit « provoquer et, le cas échéant, recommander une action nationale ou internationale » dans les domaines de la nutrition, de l'alimentation et de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

La délégation belge à la conférence de Québec a suggéré que la constitution de la F. A. O. prévoie une représentation des producteurs et des consommateurs à côté de celle des gouvernements, comme c'est le cas de l'Organisation Internationale du Travail (O. I. T.), où les représentants des patrons et des ouvriers siègent à côté de ceux des gouvernements. Ce point de vue n'a pas été accepté, sans doute parce que le climat politique international n'était pas favorable à cette conception dans l'immédiat après-guerre. Beaucoup le regretteront, car le réel succès de l'O. I. T. est, sans doute, dû en grande partie à l'impulsion qui lui a été donnée par l'opinion publique organisée et au préjugé favorable qui lui a été acquis dès le début, au point d'en faire un « mouvement » bien plus qu'une « organisation ». La proposition belge devrait être reprise dès qu'une occasion favorable se présentera. Entre-temps la F. A. O. a largement fait appel à la participation d'observateurs appartenant à des organismes privés et a demandé aux gouvernements d'associer les groupements privés à son action sur le plan national et dans ses délégations aux conférences internationales.

L'organisation de la F. A. O. comporte, d'une part, des organes sur le plan politique : la Conférence et le Conseil; d'autre part, sur le plan exécutif : une administration, dont le Directeur Général détient tous les pouvoirs.

La Conférence, composée de délégués de tous les pays-membres, formule la politique générale et approuve le budget de l'organisation. Jusqu'à présent, la Conférence s'est réunie tous les ans. A l'avenir, elle ne se réunira plus que tous les deux ans, à moins d'une décision contraire prise à la simple majorité de voix.

Le Conseil détient les pouvoirs de la Conférence entre les sessions de celle-ci. Il est l'organe directeur. Il est composé des représentants de 18 pays-membres, élus par la Conférence, pour une durée de 3 ans. Le choix des membres se fait sur la base d'une représentation géographique équitable. La Belgique a été élue comme membre du Conseil, lors de la dernière conférence de la F. A. O., succédant à la Hollande. La Constitution de Québec prévoyait comme organe directeur un Comité exécutif, composé de 9 à 15 membres, choisis à titre personnel pour leur compétence particulière. En fait lorsque, lors de la Conférence de Genève en 1947, le Comité Exécutif a été remplacé par un Conseil mondial de l'alimentation, composé de représentants de gouvernements, le changement introduit n'a été que nominal, les mêmes principes ayant été appliqués lors du choix des membres du Comité Exécutif que ceux qui prévalent actuellement pour le choix de membres du Conseil. Le Conseil est présidé par un président indépendant, nommé annuellement par la Conférence. La V^e Conférence a confirmé pour la 3^e fois le mandat de Lord Bruce of Melbourne, ancien premier Ministre d'Australie.

Le Directeur Général, nommé par la Conférence, détient les pleins pouvoirs pour diriger les travaux de l'organisation, sous réserve du contrôle général de la Conférence et du Conseil. Le Directeur Général actuel est M. N. E. DODD, ancien sous-secrétaire à l'Agriculture des E.-U., qui a été appelé à succéder à Lord Boyd Orr, nutritionniste écossais très connu et prix Nobel de la paix, lorsque celui-ci a démissionné à cause de son grand âge.

Le Directeur Général a, à sa disposition, un secrétariat, dont le personnel est recruté sur une large base géographique. Le Secrétariat se subdivise en une administration centrale avec 8 divisions (Agriculture, Economie et Statistique, Distribution, Nutrition, Forêts et produits forestiers, Pêche et produits de la pêche, Bien-être Rural et une division administrative) et 4 bureaux régionaux : un pour l'Europe, avec siège à Rome; un pour le Proche-Orient au Caire, un pour l'Extrême-Orient à Bangkok, et enfin un pour l'Amérique Latine, dont le siège n'a pas encore été fixé. Le Bureau Européen dispose en outre d'une dépendance à Genève, qui traite pour la Commission Economique pour l'Europe (C. E. E.) les problèmes économiques agricoles et ceux du bois de construction et qui collabore avec l'Organisation mondiale de la Santé (O. M. S.) dans le domaine de la nutrition.

Pour situer plus clairement la façon de travailler du Secrétariat de la F. A. O., signalons encore que chaque division peut faire appel à un Comité Consultatif permanent, composé d'hommes de science ou de spé-

cialistes éminents qui donnent leur avis sur la façon dont le secrétariat pourrait le mieux exécuter sa tâche et réaliser les recommandations de la Conférence.

Les Bureaux régionaux basent de plus en plus leur action sur les recommandations de Commissions régionales. C'est ainsi qu'existe, en Europe, une Commission Européenne de technologie agricole; une Commission Economique (avec la C. E. E.); une Commission des forêts avec une sous-commission du peuplier et une autre pour les questions méditerranéennes; enfin une Commission méditerranéenne de la pêche qui est en voie de constitution.

Finalement la F. A. O. s'est efforcée, dès le début, d'avoir une contrepartie sur le plan national. Dès février 1946, le Directeur Général invita les gouvernements à créer des Comités Nationaux. Presque tous les gouvernements-membres ont actuellement constitué un Comité sous des formes juridiques diverses, mais dans la plupart des cas en y associant les milieux privés.

Siège de la F. A. O.

La Conférence de Québec a décidé que le siège provisoire de la F. A. O. serait Washington, en attendant une décision sur le siège définitif de l'O. N. U. A l'origine, la tendance était de concentrer toutes les organisations des Nations-Unies en un même siège. Depuis lors, les principes de la décentralisation ont prévalu : les Nations-Unies se sont installées à Lake-Success; l'Organisation Internationale du Travail et celle de la Santé ont choisi Genève; la Banque Internationale et le Fonds Monétaire, Washington; l'U. N. E. S. C. O., provisoirement Paris et enfin la F. A. O., lors de la dernière Conférence annuelle, Rome. La F. A. O. a ainsi voulu renouer avec la tradition de l'I. L. A., dont le souvenir est resté vivace.

Fonctions et programme de travail de la F. A. O.

Les fonctions de la F. A. O. peuvent être brièvement décrites de la façon suivante :

1. Elle doit réunir, analyser, interpréter et diffuser tous renseignements relatifs à la nutrition, l'alimentation et l'agriculture;
2. Elle doit promouvoir la collaboration et l'action tant sur le plan national qu'international, dans les domaines scientifique, technique, économique et social, relatifs à la nutrition, l'alimentation et l'agriculture.
3. Elle doit fournir toute assistance technique que les gouvernements pourraient demander.

Le champ d'action est évidemment très vaste. Le monde est grand, les moyens financiers malgré tout limités et les besoins et préoccupations des pays bien divergents. C'est ainsi que la Conférence de Québec avait recommandé 250 projets d'action et que, après la 3^e Conférence, ceux-ci s'élevaient déjà à 400. Le Conseil et les conférences ont dès lors forcément dû sérier les problèmes et établir des priorités. Ceci indique combien il est difficile pour une organisation internationale de trouver sa voie propre.

La tâche de la F. A. O. est essentiellement une tâche à long terme. Elle n'est pas spectaculaire. Elle doit être poursuivie avec confiance et patience. C'est à cette condition seulement qu'elle pourra aboutir à des résultats concrets et importants.

Pourtant, pendant les premières années de son existence, alors qu'elle était le moins bien préparée pour sa tâche, la F. A. O. a tenu la vedette, puisque toute son action a, par la force des choses, été dominée par la crise de la production agricole et des approvisionnements à l'issue de la guerre.

De la pénurie aux excédents de production agricole.

L'Assemblée Générale des Nations-Unies, réunie à Londres en février 1946, en appelait à la F. A. O. pour mobiliser les ressources mondiales et faire face à la crise alimentaire. Celle-ci ne put se dérober.

Déjà en avril 1946, la F. A. O. participait à la Conférence des approvisionnements pour l'Europe, convoquée par l'E. E. C. E. (Commission de la Crise Economique pour l'Europe). En mai 1946, elle prenait l'initiative d'une Conférence mondiale spéciale de la crise alimentaire. Le résultat en a été la création de l'I. E. F. C. (International Emergency Food Council), qui succéda à l'instrument d'approvisionnement, créé pour la période de la guerre : le « Combined Food Board » (C. F. B.).

L'I. E. F. C., dont la F. A. O. assumait le secrétariat, a joué un rôle des plus utiles dans les allocations de produits déficitaires. Les 11 Comités de produits dont il se composait ont fait 475 recommandations, qui ont été suivies dans 462 cas par les gouvernements. Ainsi l'I. E. F. C., qui a été dissout vers le milieu de 1949, a contribué à enrayer la ruée vers les denrées alimentaires, surtout les céréales, dans une période d'extrême disette.

La Conférence de mai 1946 avait en outre chargé le Directeur Général de la F. A. O. d'étudier des propositions à long terme pour prévenir à la fois les pénuries et les excédents. Celui-ci soumit à la Conférence de la F. A. O. à Copenhague, en 1946, ses « Propositions pour l'Alimentation mondiale », recommandant la création d'un « World Food Board » avec des pouvoirs étendus et des fonds suffisants pour exécuter directement un programme mondial d'alimentation, sous l'égide de la F. A. O. Ces « Propositions » furent soumises à une conférence préparatoire qui siégea pendant trois mois et dont l'excellent rapport fut discuté à la 3^e Conférence de la F. A. O. à Genève, en 1947. La Conférence rejeta le plan initial, mais décida de créer un « Conseil mondial de l'Alimentation », qui tiendrait constamment sous revue l'évolution des approvisionnements mondiaux et remplacerait en même temps le Comité exécutif comme organe directeur de la F. A. O.

Mais des signes précurseurs d'un renversement de tendance et d'excédents probables se manifestèrent dès 1949, dus au fait que les grands pays exportateurs maintenaient l'expansion considérable de la production, acquise pendant la guerre, et que les pays dévastés rétablissaient leur production agricole au niveau antérieur, sans que les difficultés des échanges internationaux aient pu être surmontées.

Le Conseil de la F. A. O. s'est préoccupé de cette situation dans sa session de juin 1949. Les études subséquentes, faites par le secrétariat de la F. A. O., ont amené le Directeur Général à soumettre à la V^e Conférence annuelle un projet de création d'un « Office International pour l'échange des produits » (O. I. E. P.), organisme qui aurait essentiellement comme fonction de manipuler les excédents de production. Moins ambitieux que celui du « World Food Board », ce projet postulait toutefois une immobilisation considérable de capitaux et aurait soustrait une partie de la production au commerce normal. Quoique ce projet ait eu l'appui de la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (F. I. P. A.), la Conférence ne l'a pas adopté, mais a mis l'accent sur la nécessité d'accords sur produits, à l'exemple de l'accord du blé. Elle a toutefois constitué un « Comité des produits » composé de 14 membres qui, à l'inverse de l'I. E. F. C., constituera une documentation sur les excédents de produits et les besoins déclarés et pourrait faire des recommandations au sujet de l'écoulement de ces excédents, éventuellement à des prix spéciaux.

La solution des problèmes de la surproduction localisée d'une part et de la sous-alimentation d'autre part est la préoccupation principale de la F. A. O. Cette solution ne peut être trouvée que dans une économie en expansion, que la F. A. O. poursuit par ses activités techniques.

Les activités techniques de la F. A. O.

L'élaboration d'un programme technique de travail, pour une organisation internationale comme la F. A. O. est d'autant plus difficile qu'elle doit tenir compte du stade de développement très inégal des Etats-membres. Les pays développés demanderont surtout des informations à caractère statistique, économique, technique et juridique, des moyens de coordonner et de confronter la politique agricole et alimentaire. Les pays non développés demanderont d'abord de l'aide technique.

Le programme actuel de la F. A. O. semble avoir réalisé un équilibre satisfaisant à cet égard.

Au point de vue information, la F. A. O. fournit d'abord tous les ans une étude très fouillée de la situation de l'agriculture et de l'alimentation dans le monde sur la base des rapports annuels, que les gouvernements-membres se sont engagés de fournir. Elle a par ailleurs repris la tradition des annuaires et bulletins de statistiques agricoles de l'I. I. A. et a pris l'initiative d'un annuaire statistique des Forêts et produits forestiers et d'un annuaire de la Pêche et des produits de la pêche. En outre, la F. A. O. publie une série d'études sur produits, tels par exemple le riz, la viande, les produits laitiers, les aliments pour le bétail, les engrais, les fruits et légumes, les fibres, etc. Enfin, elle a préparé un certain nombre d'études à caractère technique, lesquelles, quoique de valeur inégale, essayent de combler des lacunes dans la littérature sur différents sujets rentrant dans sa compétence.

En dehors des sessions de la Conférence et du Conseil, des réunions des Commissions Consultatives permanentes, des Commissions régionales, la F. A. O. a pris l'initiative d'un nombre impressionnant de réunions internationales, qu'il serait fastidieux d'énumérer. Elles ont un caractère d'information ou d'enseignement, comme p. ex. des cours de statistique

organisés en vue de la préparation du recensement mondial de l'agriculture en 1950, ou reprennent les traditions des grandes conférences internationales d'avant-guerre, tel p. ex. le Congrès mondial des forêts à Helsinki en 1949; ou encore, visent à une action commune des gouvernements dans un domaine technique déterminé, comme la réunion tenue récemment à La Haye, en vue de la révision de la convention phylloxérique de Berne.

Comme aide technique accordée par la F. A. O. à la demande des gouvernements, signalons les missions d'experts envoyés en Pologne, en Grèce, au Siam, au Vénézuéla qui avaient pour but une analyse complète de l'agriculture de ces pays et de formuler des recommandations quant à l'orientation future; et des missions plus restreintes de spécialistes. Grâce à l'« Assistance technique aux pays sous-développés » dans le cadre des Nations-Unies, dont le Président Truman a pris l'initiative, la F. A. O. pourra étendre considérablement cette forme d'aide technique directe aux pays-membres. Les projets prévoient, en effet, que la F. A. O. pourra disposer de 29 % des fonds disponibles pour la première année de fonctionnement du programme d'assistance technique.

CONCLUSIONS.

Cet aperçu, forcément limité et incomplet, de la F. A. O., de ses buts et de son activité, permet tout de même de tirer quelques conclusions.

Tout d'abord que la F. A. O. est née dans des circonstances extrêmement difficiles; qu'après une crise de croissance inévitable et indispensable, elle a maintenant trouvé sa voie; qu'elle rend et est appelée à rendre des services considérables.

N'attendons pas d'elle des réalisations spectaculaires ou rapides. Sa tâche est extrêmement ardue, son rôle et son influence ne peuvent se faire sentir qu'à long terme.

Par-dessus tout, son but est réaliste et hautement humanitaire. Il s'attache à des besoins fondamentaux de tout être humain : celui de manger à sa faim et celui du bien-être. Il essaie de le réaliser par le travail, la science et la coopération entre les peuples. Il vise une paix durable sur une base saine et solide.

La Belgique a souscrit, dès 1945, à l'idéal social de la F. A. O. Elle peut bénéficier de son activité directement et indirectement, dans la mesure où elle collaborera activement et pratiquera la politique de présence indispensable à un pays très développé, mais hautement tributaire de l'étranger pour ses approvisionnements. Elle en bénéficiera surtout, lorsque tous auront compris que le souci de chacun est aussi celui exprimé par la devise de la F. A. O. : « Fiat panis », qu'il y ait du pain pour tous!

59



61, av. de la Liberté, Brux.
Tél. : 26.50.24 - 26.52.25

De F. A. O.

vanaf haar ontstaan
tot aan de V^{de} Jaarlijkse Conferentie

door

Albert VAN HOUTTE

Voorzitter
van het Belgisch Nationaal Comité
van de F. A. O.

(Vertaald uit het Frans.)

De Organisatie der Verenigde Naties voor de Voeding en de Landbouw heeft tijdens de maanden November-December 1949 te Washington haar vijfde jaarlijkse Conferentie gehouden. Dit eerste lustrum besluit, indien we zo mogen zeggen, haar moeilijke kinder-, groei- en aanpassingsjaren.

De F.A.O. opgericht te Quebec op het einde van 1945, is de eerst gestichte van de gespecialiseerde instellingen der Verenigde Naties. Ze is het ook die het grootste aantal regeringen-leden telt : juist geteld 63.

Doelstellingen van de F.A.O.

De humanitaire en bij uitstek sociale doeleinden van de F.A.O. zijn beschreven in de voorrede van haar Constitutie welke bij haar ontstaan door 34 regeringen ondertekend werd :

« — het voedingspeil verhogen en de levensvoorwaarden van de volkeren verbeteren;

» — het rendement der productie en de doeltreffendheid der verdeling van alle voedings- en landbouwproducten verbeteren;

» — de levensvoorwaarden van de landelijke bevolking verbeteren;

» — en zo medewerken aan de uitbreiding van de wereldeconomie. »

Op die wijze richt de F.A.O. zich tot de volkeren van de ganse wereld, als zijnde verbruikers van voedingsproducten; tot de verwerkers en de verdelers van deze producten; eindelijk ook tot de voortbrengers welke 70 % van de wereldbevolking vertegenwoordigen.

Het ontstaan van de F.A.O.

Het « huwelijk » van landbouw en voeding.

We zijn de oprichting van de F.A.O. verschuldigd aan het persoonlijk initiatief van President F. D. Roosevelt, die in volle oorlog (1943) de voorbereidende conferentie van Hotsprings bijeenriep. Als staatsman met een brede kijk zag hij in dat de voorwaarden van een duurzame vrede berusten op de oplossing van het hongervraagstuk en op de veralgemening van het welzijn.

De ervaring welke men gedurende de periode tussen beide wereldoorlogen opgedaan had op het gebied van voeding en landbouw, vormt het vertrekpunt van de F. A. O.

De Gezondheidscommissie van de Volkenbond was tot onrustwekkende wetenschappelijke conclusies gekomen over de toestand van onvoldoende voeding der volkeren, zelfs van deze der meest ontwikkelde landen. De werking van deze Commissie heeft in vele landen aan de grondslag gelegen van de oprichting van voedingsdiensten en van de uitwerking van onderzoeken over de voedingstoestanden.

Het Internationaal Instituut voor de Landbouw (I.I.A.) opgericht te Rome in 1905 had, van zijn kant, er opmerkelijk veel toe bijgedragen om beter de technische, economische en juridische toestand van de wereldlandbouw te leren kennen door een indrukwekkend geheel van publicaties, waarvan de voornaamste waren : zijn statistische jaarboeken en zijn jaarboeken der landbouwwetgeving, zijn landbouwkundig tijdschrift, zijn bulletins over de plantenbescherming, zijn monografieën over landbouwproducten, zijn studies over landbouwboekhouding, crediet, verzekeringen, enz...

De oorspronkelijkheid van de F.A.O. bestaat er in deze twee gebieden bij elkaar gebracht, en verklaard te hebben dat de belangen van Landbouw en Voeding nauw met elkaar verbonden zijn. Inderdaad de noodwendigheden van het verbruik zijn van die aard dat ze maar kunnen voldaan worden door een aanzienlijke aangroei en een groter verscheidenheid van de landbouwvoortbrengst. Door te voldoen aan de wetenschappelijk bepaalde minimabehoeften der verbruikers, zou men tot een verhoogde welstand van de landbouw moeten komen.

De noodwendigheden van de voeding zijn van die aard dat sommigen, voornamelijk de Angelsaksische middens, er aan wanhopen dat de landbouw er ooit zal kunnen in voorzien. Diezelfde middens hernemen de theorieën van Malthus met indrukwekkende argumenten. Ze tonen aan dat er vóór de oorlog hongersnood heerste over uitgestrekte gebieden, zelfs in Europa; dat de wereldbevolking sedert 1938 nog met 15 % verhoogd is; dat er jaren zullen nodig zijn om het productiepeil van vóór de oorlog opnieuw te bereiken; dat het niet meer mogelijk is onmetelijke gebieden te ontginnen, zoals dit vorige eeuw het geval was; eindelijk dat het bij de huidige bevolkingsaangroei zou nodig zijn de landbouwproductie vóór 1960 te verdubbelen om aan de volkeren het strikt noodzakelijke voedselminimum te verzekeren. Al deze argumenten stemmen tot nadenken. Doch de verdedigers der stellingen van Malthus vergeten te zeggen dat de rampen welke Malthus 150 jaar geleden voorspelde nooit werkelijkheid geworden zijn. Integendeel in vele landen is de levensstandaard merkkelijk verbeterd voor alle klassen der bevolking. Overigens zijn de technische vooruitgang en de ontwikkeling der landbouwwetenschap sinds drie kwart eeuw van zulke aard dat zij ruimschoots het gebrek aan uitbreiding van bebouwbare grond vergoeden. Heeft men niet gezien dat in een land zoals België de techniek en de wetenschap er toe gekomen zijn in een tijdspanne van 50 jaren de opbrengsten te verdubbelen ?

Nochtans, indien we de besluiten van de pessimisten verwerpen, stellen we niettemin vast dat er een zeer ernstig probleem bestaat, en dit probleem alleen reeds kan op het internationaal plan het bestaan verantwoord worden van een instelling welke zou trachten een goed doordachte oplossing te vinden voor het hongervraagstuk en een gemeenschappelijk

overlegde actie vanwege alle belanghebbenden in gang te zetten : nl. vanwege de regeringen, de voortbrengers en de verbruikers.

Het vraagstuk dat zich in de onmiddellijke toekomst stelt bestaat er in, enerzijds een einde te stellen aan de verspilling der bestaande hulpbronnen, namelijk de erosie en de uitputting van de grond tegen te houden en de bossen te bewaren, en anderzijds de landbouwproductie te vermeerderen. Dit is zeker het beslissend vraagstuk van onze tijd. Om het op te lossen moet men de natuurlijke hulpbronnen beschermen door wettelijke maatregelen, de landbouwwetenschap vulgariseren, de rendabiliteit van de landbouw verzekeren en eindelijk een oplossing vinden voor de moeilijkheden en hinderpalen die bestaan voor de internationale handel.

Doch het is bijzonder moeilijk een oplossing te vinden die, alhoewel ze op lange termijn een vooruitgang betekent voor het geheel der naties, geen schade berokkent aan sommigen hunner in de onmiddellijke toekomst, namelijk voor dezen die op dit ogenblik bevoordeeld zijn door een toestand van ontwikkeling of een hoog intellectueel peil, door een gunstige algemene economische balans, door een sterke binnen- en buitenlandse koopkracht of nog door andere fundamentele factoren. Wij stellen reeds vast hoe moeilijk het is de economie van een zeer beperkte groep landen, waarvan de structuur zoveel gemeenschappelijke of aanvullende kenmerken vertoont, te harmoniseren en te integreren. Hoeveel groter zijn dan de moeilijkheden wel op een uitgebreider plan.

De structuur van de F.A.O.

De F.A.O., evenals de andere instellingen der Verenigde Naties, is een regeringsinstelling met consultatief karakter : ze heeft dus geen uitvoerende macht. Maar volgens haar oprichtingsakte beoogt de F.A.O. « de afzonderlijke en collectieve actie » op regeringsplan en moet ze « een nationale of internationale bedrijvigheid uitlokken en in voorkomend geval aanbevelen » op het gebied van voeding, ravitaillering en landbouw, bossen en visvangst.

De Belgische afvaardiging op de conferentie van Quebec heeft voorgesteld dat de inrichting van de F.A.O. een vertegenwoordiging zou voorzien der voortbrengers en der verbruikers naast deze der regeringen, zoals dit het geval is bij de Internationale Organisatie van de Arbeid, waar de vertegenwoordigers van patroons en werklieden zetelen naast deze der regeringen. Dit standpunt werd niet aanvaard, wellicht omdat het internationaal politiek klimaat niet gunstig was voor deze opvatting in deze periode onmiddellijk na de oorlog.

Velen zullen dit spijtig vinden, want de Internationale Organisatie van de Arbeid heeft ongetwijfeld haar werkelijk succes grotendeels te danken aan het impuls dat ze kreeg vanwege de georganiseerde openbare mening en aan het gunstig vooroordeel dat ze van het begin af verwierf, zodanig dat ze veeleer een « beweging » werd dan een « organisatie ». Het Belgisch voorstel zou moeten hernomen worden zohaast er zich een gunstige gelegenheid toe voordoet. Ondertussen heeft de F.A.O. in ruime mate beroep gedaan op de deelname van waarnemers welke behoren tot private organismen en aan de regeringen gevraagd de private groeperingen te laten meewerken aan haar actie op het nationaal plan en ze op te nemen in hun afvaardigingen op de internationale conferenties.

De organisatie van de F.A.O. omvat enerzijds organen op het politiek plan : de Conferentie en de Raad; anderzijds op het uitvoerend plan : een administratie waarvan de Directeur-Generaal alle gezag in handen heeft.

De Conferentie, samengesteld uit afgevaardigden van alle landen-leden, geeft de juiste vorm aan der algemene politiek en keurt de begroting van de instelling goed. Tot op heden kwam de Conferentie elk jaar bijeen. In het vervolg zal ze slechts om de twee jaar bijeenkomen, tenzij er bij eenvoudige meerderheid van stemmen anders over beslist wordt.

De Raad heeft de bevoegdheid van de Conferentie in handen tussen de zittingen van deze laatste. Hij vormt het leidend orgaan. Hij is samengesteld uit de afgevaardigden van 18 landen-leden, verkozen door de Conferentie voor een duur van 3 jaar. De keuze der leden geschiedt op basis van een billijke geografische vertegenwoordiging. België werd verkozen als lid van de Raad tijdens de laatste conferentie van de F.A.O., als opvolger van Nederland. De Constitutie van Quebec voorzag als leidend orgaan een uitvoerend Comité, samengesteld uit 9 tot 15 leden, die ten persoonlijke titel verkozen worden omwille van hun bijzondere kennis. Inderdaad was de verandering welke op de Conferentie van Genève in 1947 ingevoerd werd, toen het uitvoerend Comité vervangen werd door een Wereldraad voor de voeding, bestaande uit afgevaardigden van de Regeringen, slechts een verandering bij naam, vermits men bij de keuze der leden van de uitvoerende raad dezelfde beginselen toepaste als deze welke tegenwoordig van kracht zijn bij de keuze der leden van de Raad. De Raad wordt voorgezeten door een onafhankelijk Voorzitter jaarlijks door de Conferentie benoemd. De vijfde Conferentie heeft voor de derde maal het mandaat bekrachtigd van Lord Bruce of Melbourne, gewezen eerste minister van Australië.

De Directeur-Generaal, door de Conferentie aangesteld, heeft volmacht om de werken der instelling te leiden onder voorbehoud van het algemeen toezicht van de Conferentie en van de Raad.

De huidige Directeur-Generaal is M.N.E. DODD, gewezen ondersecretaris voor de landbouw in de Verenigde Staten, welke aangeduid werd als opvolger van Lord BOYD ORR, een zeer gekend Schots voedsel-deskundige en winnaar van de Nobelprijs voor de vrede, wanneer deze laatste ontslag nam wegens zijn hoge ouderdom.

De Directeur-Generaal beschikt over een secretariaat waarvan het personeel aangeworven wordt op een brede geografische basis. Het Secretariaat is onderverdeeld in een centrale administratie met 8 afdelingen (Landbouw, Economie en Statistiek, Verdeling, Voeding, Bossen en Bosbouwproducten, Visvangst en Visserijproducten, Landelijk Welzijn en een administratieve afdeling) en 4 gewestelijke burelen : één voor Europa met zetel te Rome, één voor het nabije Oosten te Kaïro, één voor het Verre Oosten te Bangkok en eindelijk één voor Latijns Amerika waarvan de zetel nog niet vastgesteld is. Het Europees bureau beschikt bovendien over een bijkantoor te Genève dat, voor de Economische Commissie voor Europa, de economische landbouwproblemen en deze van het constructiehout behandelt en medewerkt met de Wereldgezondheidsorganisatie op het gebied van de voeding.

Om duidelijker de werkwijze van het Secretariaat van de F.A.O. te doen kennen, zeggen we nog dat elke afdeling beroep kan doen op een blijvend Consultatief Comité samengesteld uit wetenschapsmensen of uit

uitstekende specialisten welke hun advies geven over de manier op dewelke het Secretariaat best zijn taak zou kunnen uitvoeren en de aanbevelingen van de Conferentie verwezenlijken.

De gewestelijke Burelen gaan van langsom meer hun werking steunen op de aanbevelingen der gewestelijke Commissies. Zo bestaat er in Europa een Europese Commissie voor landbouwtechnologie; een Economische Commissie (met de Europese Economische Commissie); een Commissie der Bossen met een ondercommissie voor de populier en een andere voor de vraagstukken der Middellandse Zee-gebieden; eindelijk een Commissie van de Middellandse Zee voor de visvangst, die nog in het oprichtingsstadium verkeert.

Eindelijk heeft de F.A.O. vanaf het begin ook getracht een tegenpartij te hebben op het nationaal plan. Vanaf Februari 1946 nodigde de Directeur-Generaal de regeringen uit om Nationale Comités te vormen. Bijna alle regeringen-leden hebben op dit ogenblik een Comité samengesteld onder verschillende juridische vormen maar in het grootste deel der gevallen hebben ze er de private bedrijfsmiddelen in opgenomen.

Zetel van de F.A.O.

De Conferentie van Quebec heeft besloten dat de voorlopige zetel van de F.A.O. zich te Washington zou bevinden, in afwachting dat er een beslissing valt over de definitieve zetel van de U. N. O. In het begin was er een strekking om al de instellingen der Verenigde Naties in eenzelfde zetel te concentreren. Sindsdien heeft de gedachte der decentralisatie de bovenhand gekregen: de Verenigde Naties hebben zich te Lake-Success gevestigd; de Internationale Organisatie van de Arbeid, evenals deze der Gezondheid hebben Genève gekozen; de Internationale Bank en het Monetair Fonds kozen Washington; de U.N.E.S.C.O. koos voorlopig Parijs en eindelijk de F.A.O. koos Rome op haar laatste jaarlijkse conferentie. Op die wijze heeft de F.A.O. terug willen aanknopen met de traditie van het I.I.A. waaraan de herinnering levendig gebleven is.

Bezieheden en werkprogramma van de F.A.O.

De bezieheden van de F.A.O. kunnen in het kort op de volgende wijze beschreven worden.

1. Ze zal alle inlichtingen met betrekking tot de voeding, de bevoorrading en de landbouw verzamelen, ontleden, verklaren en verspreiden.
2. Ze zal de samenwerking en de actie bevorderen, zowel op het nationaal als op het internationaal plan, op wetenschappelijk, technisch, economisch en sociaal gebied voor wat betreft de voeding, de bevoorrading en de landbouw.
3. Ze zal alle technische hulp verschaffen waarom de regeringen zouden kunnen vragen.

Dit werkteerrein is natuurlijk zeer uitgestrekt. De wereld is groot, de financiële middelen zijn niettegenstaande alles beperkt en de noodwendigheden en de bekommernissen der landen van zeer verschillende aard. Zo had de Conferentie van Quebec 250 actie-voorstellen aanbevolen en na de derde conferentie bereikte dit aantal reeds 400. De Raad en de Conferenties waren dan ook voortaan verplicht de vraagstukken in reeksen te verdelen en prioriteiten vast te stellen. Dit toont aan hoe moeilijk het is voor een internationale instelling om haar eigen weg te vinden.

De taak van de F.A.O. is voornamelijk een taak op lange termijn. Ze is niet op effect berekend. Ze moet met vertrouwen en geduld voortgezet worden. Op die voorwaarde alleen zal ze tot concrete en belangrijke resultaten kunnen komen.

Nochtans gedurende de eerste jaren van haar bestaan, wanneer zij het minst goed op haar taak voorbereid was, heeft de F.A.O. een opvallende plaats bekleed, vermits gans haar werking uiteraard beheerst werd door de crisis der landbouwproductie en der bevoorrading op het einde van de oorlog.

Van schaarste naar overschotten in de landbouwproductie.

De Algemene Vergadering der Verenigde Naties, vergaderd te Londen in Februari 1946, deed beroep op de F.A.O. om de wereldhulpbronnen te mobiliseren en het hoofd te bieden aan de voedselcrisis. Deze kon niet verborgen blijven.

In April 1946 reeds nam de F.A.O. deel aan de Conferentie voor de bevoorrading van Europa, bijeengeroepen door de E.E.C.E. (Commissie der Economische Crisis voor Europa). In Mei 1946 nam ze het initiatief van een speciale wereldconferentie van de voedselcrisis. Het resultaat hiervan was de oprichting van de I.E.F.C. (International Emergency Food Council), dat de opvolging waarnam van het bevoorradingsinstrument, geschapen voor de oorlogsperiode, de « Combined Food Board » (C.F.B.).

De I.E.F.C. waarvan de F.A.O. het secretariaat op zich nam heeft een zeer nuttige rol gespeeld in het toewijzen van de deficitaire producten. De 11 Productencomités waaruit het samengesteld was, hebben 475 aanbevelingen gedaan waaraan in 462 gevallen door de regeringen gehoor gegeven werd. Zo heeft de I.E.F.C., die naar het midden van 1949 toe ontbonden werd, meegewerkt om de wilde jacht naar voedingswaren, bijzonder naar de graangewassen, tegen te houden tijdens een periode van uiterste voedselschaarste.

De Conferentie van Mei 1946 had bovendien de Directeur-Generaal van de F.A.O. belast met het bestuderen van voorstellen op lange termijn om terzelfdertijd de tekorten en de overschotten te voorkomen. Deze legde aan de Conferentie van de F.A.O. te Kopenhagen, in 1946, zijn « Voorstellen voor de Wereldvoeding » voor en beval de oprichting aan van een « World Food Board » met uitgebreide macht en voldoende fondsen om rechtstreeks een wereldbevoorradingsprogramma uit te voeren onder bescherming van de F.A.O. Deze « Voorstellen » werden voorgelegd aan een voorbereidende Conferentie welke gedurende drie maanden zetelde en waarvan het uitstekend rapport besproken werd op de derde Conferentie van de F.A.O. te Genève, in 1947. De Conferentie verwierp het aanvankelijk plan, maar besloot een « Wereldraad van de Voeding » in het leven te roepen welke voortdurend de evolutie van de wereldvoorziening zou nagaan en terzelfdertijd de plaats zou innemen van het uitvoerend Comité als leidend orgaan van de F.A.O.

Doch vanaf 1949 waren er reeds voortekens merkbaar van een ommekeer van de strekking en van waarschijnlijke overschotten ten gevolge van het feit dat de grote uitvoerlanden de belangrijke productieuitbreiding, gedurende de oorlog verworven, behielden en dat de verwoeste landen hun landbouwproductie op het vroegere peil herstelden zonder dat de moeilijkheden op het gebied van de internationale handel konden overwonnen worden.

De Raad van de F.A.O. heeft zich bezorgd gemaakt over deze toestand in zijn zitting van Juni 1949. De hieropvolgende studies, door het secretariaat van de F.A.O. uitgevoerd, hebben er de Directeur-Generaal toe gebracht aan de vijfde jaarlijkse Conferentie een voorstel voor te leggen strekkend tot de oprichting van een « Internationale Dienst voor de Ruil der Producten », organisme welks taak voornamelijk zou bestaan in het behandelen van de productieoverschotten. Minder eerzuchtig dan dit van de « World Food Board », vereiste dit voorstel nochtans een belangrijke vastlegging van kapitalen en het zou een deel van de productie aan de normale handel onttrokken hebben. Alhoewel dit voorstel de steun genoot van de Internationale Federatie der landbouwvoortbrengers, heeft de Conferentie het niet aangenomen, maar zij heeft de nadruk gelegd op de noodzakelijkheid van accoorden over producten, naar het voorbeeld van het tarweaccoord. Ze heeft evenwel een « Comité der Producten » samengesteld, bestaande uit 14 leden, dat, in tegenstelling met de I.E.F.C., een documentatie zal opstellen over de productenoverschotten en de aangegeven noodwendigheden, en aanbevelingen zal kunnen doen wat betreft de afzet van deze overschotten, eventueel aan speciale prijzen.

De oplossing der vraagstukken der gelocaliseerde overproductie enerzijds en van de ondervoeding anderzijds is de bijzonderste bekommernis van de F.A.O. Deze oplossing kan slechts gevonden worden in een uitbreiding nemende economie, welke de F.A.O. nastreeft door haar technische werkzaamheden.

De technische werkzaamheden van de F.A.O.

De uitwerking van een technisch werkprogramma voor een internationale instelling zoals de F.A.O. is zeer moeilijk daar ze rekening moet houden met de zeer ongelijke ontwikkelingsgraad der staten-leden. De ontwikkelde landen zullen vooral inlichtingen vragen van statistische, economische, technische en juridische aard, middelen om hun landbouw en bevoorradingspolitiek te coördineren en te confronteren. De niet-ontwikkelde landen zullen eerst om technische hulp vragen.

Het huidig programma van de F.A.O. schijnt in dit opzicht een voldoende evenwicht verzekerd te hebben.

Op gebied van inlichtingen geeft de F.A.O. vooreerst elk jaar een zeer diepgaande studie uit over de toestand van de landbouw en de voeding in de wereld, steunend op de jaarverslagen welke de regeringen-leden zich verbonden hebben te verstrekken. Zij heeft trouwens de traditie hernomen der jaarboeken en bulletins van landbouwstatistieken van het I.I.A. en het initiatief genomen van een statistisch jaarboek der Bossen en Bosbouwproducten en van een jaarboek van de Visvangst en de Visserijproducten te publiceren. Bovendien publiceert de F.A.O. een reeks studies over producten zoals bij voorbeeld de tarwe, de rijst, het vlees, de vruchten en groenten, de vezels, enz. Ze heeft eindelijk een zeker aantal studies van technische aard voorbereid welke, alhoewel van ongelijke waarde, de leemten trachten aan te vullen die in de literatuur bestaan aangaande verschillende onderwerpen die in haar bevoegdheid vallen.

Buiten de zittingen der Conferentie en van de Raad, de vergaderingen der bestendige Consultatieve Commissies en der gewestelijke Commissies, heeft de F.A.O. het initiatief genomen van een indrukwekkend aantal

internationale vergaderingen wier opsomming hier te saai zou zijn. Ze zijn van inlichtende en onderwijzende aard, zoals bv. cursussen over statistiek ingericht met het oog op de voorbereiding van de wereldlandbouwtelling in 1950 ; ofwel hernemen ze de tradities der grote vooroorlogse conferenties zoals bv. het Wereldcongres der Bossen, te Helsinki gehouden in 1949 ; ofwel beogen ze nog een gezamenlijke werking van de regeringen op een bepaald technisch gebied zoals de vergadering welke onlangs doorging te Den Haag met het oog op de herziening der conventie van Bern over de druivenluis.

Als technische hulp door de F.A.O. op aanvraag van de regeringen toegestaan, kunnen wij wijzen op de zendingen van deskundigen welke naar Polen, Griekenland, Siam en Venezuela gezonden werden om er een volledige analytische studie te maken van de landbouw in deze landen en raadgevingen op te stellen voor de oriëntatie er van in de toekomst ; ook nog op de minder belangrijke zendingen van specialisten waarvan er 35 gestuurd werden naar Europa en 50 naar het Verre Oosten. Dank zij de « Technische Hulp aan minder ontwikkelde landen » in het kader der Verenigde Naties, en waarvan President Truman het initiatief nam, zal de F.A.O. deze vorm van rechtstreekse technische hulp aan de landen-leden aanzienlijk kunnen uitbreiden. De plannen voorzien inderdaad dat de F.A.O. over 28 % der beschikbare fondsen zal kunnen beschikken voor het eerste jaar der in werking treding van het programma van technische hulp.

Besluiten

Dit overzicht, noodzakelijkerwijze beperkt en onvolledig, van de F.A.O., van haar doeleinden en van haar bedrijvigheid laat nochtans toe enkele besluiten te trekken.

Vooreerst dat de F.A.O. ontstaan is in uiterst moeilijke omstandigheden, dat zij, na een onvermijdelijke en onmisbare groeicrisis tegenwoordig haar weg gevonden heeft, dat ze grote verdiensten bewijst en geroepen is nog verder grote diensten te bewijzen.

Verwachten wij van haar geen spectaculaire of snelle verwezenlijkingen. Haar taak is buitengewoon lastig, haar rol en haar invloed kunnen maar op lange termijn voelbaar worden.

Boven alles is haar doel realistisch en hoog menselijk. Zij ijvert voor de fundamentele noden van elk menselijk wezen : deze van zijn genoeg te eten en deze van zijn welzijn. Zij tracht dit te verwezenlijken door het werk, de wetenschap en de samenwerking onder de volkeren. Zij beoogt een duurzame vrede steunend op een gezonde en stevige basis.

Van in 1945 heeft België meegewerkt aan het sociaal ideaal van de F.A.O. Ons land kan rechtstreeks en onrechtstreeks de bedrijvigheid er van genieten in de mate waarin het actief zal meewerken en de politiek van aanwezigheid zal voeren welke onmisbaar is voor een zeer ontwikkeld land dat nochtans in hoge mate van het buitenland afhangt voor zijn bevoorrading. Het zal er vooral voordeel uit trekken wanneer allen zullen begrepen hebben dat de zorg van eenieder ook deze is welke door de kenspreuk van de F.A.O. wordt uitgedrukt : « Fiat panis » — « Dat er brood weze voor eenieder ».



61, Vrijheidslaan, Brussel
Telef. : 26.50.24 - 26.52.25